

tout ce qu'elle engendre : une assignation des femmes beaucoup plus importante aux tâches domestiques, à l'éducation des enfants...

En fait, un féminisme qui se préoccupe véritablement de toutes les femmes et minorités de genre et qui aboutit à des changements réels et radicaux est constitué de luttes sociales : pour les femmes migrantes, nous voulons l'ouver-

ture des frontières et des papiers pour tou.te.s. Pour les femmes dans l'extrême pauvreté, nous voulons des aides matérielles et financières, la réquisition des logements, du travail pour tou.te.s. Pour les LGBT+, nous voulons des places de foyer d'accueil, des luttes contre la précarité en général. Pour que toutes les filles aillent à l'école, il faut que l'école soit réellement gratuite et accessible, que leurs parents aient suffisamment

de ressources pour qu'elles n'aient pas besoin de travailler dès leur plus jeune âge comme plus de 11 millions de petites filles. Les luttes féministes doivent faire partie de la lutte des classes.

C'est aussi pour cette raison que le capitalisme est un obstacle à la fin de toutes les oppressions : toutes ces perspectives ne sont ni profitables ni acceptables pour le capitalisme.

URGENCE, RÉVOLUTION !

L'histoire de la lutte des femmes pour leur émancipation est indissociable de la lutte des classes. Les femmes ont toujours été actrices des transformations les plus radicales de notre société : elles ont été aux premiers rangs des épisodes révolutionnaires, comme en 1789 et lors de la Commune où les femmes se sont organisées pour imposer l'égalité des salaires et leur droit au travail. Lors de la révolution russe de 1917, elles ont été au premier rang des manifestant.e.s pour le pain et la paix. Et le parti bolchevique à la tête du nouvel état ouvrier n'a pas attendu pour mettre en place des mesures de lutte contre l'oppression patriarcale : application de l'union libre, légalisation du mariage homosexuel et de l'avortement, cantines et crèches collectives... Avant que le stalinisme ne dévoie cet héritage et remette en question l'ensemble de ces avancées majeures pour l'époque.

Il faudra instaurer une réorganisation de la production

et une socialisation de toutes les tâches aujourd'hui assignées en premier lieu aux femmes au sein de la famille. Nous voulons une société dans laquelle chacun est libre de disposer de son corps, où la production planifiée et le partage des richesses est fait selon les besoins et capacités de chacun.ne. Que ce soit pour libérer les travailleuses et travailleurs de l'exploitation capitaliste ou pour détruire les instruments du contrôle patriarcal, c'est par la

lutte révolutionnaire que nous y arriverons. Pour toutes les luttes qui nous attendent, c'est derrière les couleurs d'une politique révolutionnaire et d'indépendance de classe que nous devons avancer. Cela est vrai même si les révolutionnaires sont très faibles et que de nombreux vents d'idées réactionnaires se répandent, parce que dans le chemin vers l'émancipation, il n'y a pas de raccourcis !

LA IZQUIERDA DIARIO



Des milliers de femmes manifestent pour leurs droits au Brésil, 8 mars 2019

Ce tract t'a plu ?
Pour nous rejoindre et construire
le parti révolutionnaire >>

@NPA_JEUNES



Contre le patriarcat et le système capitaliste qui l'entretien : URGENCE RÉVOLUTION !

À chaque jour son illustration supplémentaire de l'incapacité du capitalisme à résoudre les problèmes qu'il engendre. Misère, guerre, dérèglement climatique, violences sexistes, racisme... Pour la bourgeoisie au pouvoir, ces fléaux sont des « maux nécessaires », ceux de son système, et aussi des occasions de bénéfices.

C'est donc bien l'édifice de ce vieux monde bourgeois qu'il faut renverser, pour instaurer une société débarrassée de l'exploitation et du règne du profit. C'est là toute la révolution pour laquelle nous militons. Et pour laquelle nous construisons un parti communiste et révolutionnaire, implanté parmi les travailleurs qui ont la force de tout changer.

Oui, la révolution est une urgence. Tu trouveras dans ce quatre-pages quelques arguments sur le féminisme du point de vue révolutionnaire. Mais les idées révolutionnaires sont trop brûlantes pour rester sur papier glacé, alors défends-les autour de toi !

Macron vient d'être réélu et a de nouveau annoncé faire des droits des femmes sa « grande cause du quinquennat ». Mais encore une fois, on sait à quoi s'attendre : des belles paroles, peu d'actes, et jamais assez de moyens pour réellement changer la donne. Un président hostile à l'allongement du droit à l'IVG de 12 à 14 semaines, qui avait nommé un Darmanin visé par une plainte pour viol en ministre de l'intérieur, à la tête d'un gouvernement qui, selon un rapport Oxfam, aurait alloué 0.25% de son budget à la lutte contre le sexisme. Voilà le profil du candidat qui se prétend être le « barrage » à l'extrême

droite, et qui en réalité ne fait que lui paver la voie.

A l'échelle internationale, les réactionnaires de tous bords continuent d'étendre leur poison, qui alimente la montée de l'extrême droite. Face à ceux qui rêvent de restreindre encore plus les libertés des femmes et des minorités de genre à disposer de leur propre corps, les mobilisations et les grèves féministes continuent d'arracher des droits qui devraient depuis longtemps être garantis, comme celui d'avorter librement. Aux États-Unis, c'est la droite



POUR NOUS
CONTACTER



@npa_jeunes



religieuse qui menace désormais de revenir sur l'arrêt Roe v. Wade à la Cour Suprême. En Afghanistan, les talibans ont interdit aux filles l'accès au collège et au lycée.

Malgré toutes ces attaques, les luttes féministes continuent d'éclater, à l'échelle internationale. En Argentine, après plusieurs décennies de lutte, le droit à l'IVG a enfin été arraché en décembre 2021. En Colombie, c'est en février dernier que l'avortement a été dépenalisé, là encore, sous le poids des mobilisations d'ampleur ! Le mouvement contre les féminicides en Amérique latine, #metoo ont

provoqué un embrasement dans les consciences : les mobilisations ont une nouvelle fois démontré que derrière la dénonciation des viols, c'est bien l'ensemble de cette société sexiste qui est mise en cause. Chaque année les manifestations du 8 mars, et parfois même des journées de grève pour l'occasion, regroupent de plus en plus au niveau international. Chaque année des luttes s'intensifient contre des vestiges patriarcaux inscrits dans les législations, contre les situations ordurières dans le monde du travail, contre les féminicides, démontrant encore

une fois que dans tous les pays du monde, le poids des inégalités de genre est encore bien réel.

De Donald Trump à Bolsonaro, de Dupont-Moretti à Darmanin, les réactionnaires peuplent les salons ministériels, et c'est bien les femmes et les hommes du monde entier, en particulier les jeunes, qui expriment leur dégoût et leur colère face à ce système inégalitaire. Nous avons toutes les raisons de nous révolter au vu de la violence que représente le patriarcat et ses oppressions !

Patriarcat et capitalisme

C'est le système capitaliste qui organise la société, et ce système est profondément patriarcal. Les oppressions spécifiques, pour la plupart, préexistent à ce système, perdurent et se reproduisent en son sein. Le capitalisme jette massivement les populations divisées par genre, nationalité, ethnie ou religion dans le salariat. Paradoxalement, il a ainsi été le système qui a fait entrer massivement les femmes et les anciens esclaves sur le marché du travail aux côtés du reste du prolétariat. Mais c'est pour assurer ses profits et la stabilité à long terme du processus de production que la bourgeoisie maintient les femmes dans une position précaire. C'est une contradiction : un système qui pose les bases objectives de l'unification de l'humanité participe, en fait, à maintenir à sa façon des oppressions.

L'oppression de genre engendre en outre de nombreuses discriminations et des violences importantes dont les femmes, mais aussi les personnes LGBTI+ font les frais. Ces discriminations vont des meurtres des femmes et des personnes LGBTI+, à l'interdiction de l'homosexualité

ou de l'avortement jusqu'aux harcèlements de rue, en passant par l'ensemble des violences sexistes et sexuelles, les institutions religieuses, la répartition des tâches domestiques et l'éducation des futures générations... Dans certaines parties du globe, elles ne peuvent pas travailler, sortir seules, avoir leur propre compte en banque, avorter... la liste est longue.

Par ailleurs, le capitalisme s'est toujours nourri des fractures et des divisions de la classe ouvrière. Il pointe du doigt les minorités ethniques, les personnes LGBTI+ ou les femmes. Entretenir les idées sexistes, ou racistes, peut ainsi être un moyen d'étouffer toute solidarité entre les travailleurs, pour mieux les surexploiter. Les capitalistes craignent les

moments où les travailleuses et travailleurs se rendent compte que, quelles que soient leurs différences, un même patron les exploite. C'est pour toutes ces raisons que nous pensons que la mise à bas totale des oppressions n'est pas une perspective sérieuse si elle se limite au cadre de la société capitaliste. La classe des travailleurs et des travailleuses, de toutes les nationalités, comptant la majeure partie des femmes, des minorités de genre, est la seule classe révolutionnaire en raison de sa place dans le processus de production et non pas parce qu'elle serait la seule victime du système capitaliste !

Face à l'oppression et l'exploitation, la seule issue c'est la lutte révolutionnaire !

Le capitalisme à la Girl boss

Les médias et les partis politiques dominants font le choix de mettre en avant celles et ceux qui veulent que les femmes et les minorités de genre, tout comme les hommes, puissent atteindre des postes à haute responsabilité. Ce "girl power" se réjouit d'avoir Kamala Harris comme vice-présidente des États-

Unis ou des femmes comme PDG d'entreprise... Ce n'est pas parce qu'une femme est à la tête d'une entreprise ou d'un gouvernement qu'elle mènera une politique différente : elle sera soit obligée de jouer le jeu capitaliste, soit condamnée à l'impuissance. La représentativité ne changera pas la situation ! La visibilité du

patronat féminin comme symbole d'un féminisme actuel permet en plus à des multinationales qui exploitent des travailleurs et surtout des travailleuses de redorer leur image. Ces changements de façade sont bien trop loin des problèmes quotidiens de la grande majorité des femmes !

Les impasses du réformisme

Pour tenter de répondre à ces problèmes urgents, une partie des militantes se tournent vers des solutions institutionnelles. Des lois pour l'égalité salariale, pour l'avortement, contre les violences sexuelles sont un début et doivent encore être arrachées dans une grande partie du monde. Mais là où cette égalité en droit existe déjà ? Les réformes ne suffisent pas. Malgré tout un système de lois et d'institutions censées garantir une égalité entre toutes et tous, force est de constater que cela n'est pas une garantie. Plus que d'égalité dans le droit, c'est une égalité réelle que nous voulons, c'est-à-dire la fin de toute cette oppression !

Pour ce qui tient des revendications concrètes et immédiates, pour améliorer dès aujourd'hui les conditions de vie et de travail de toutes celles et ceux qui subissent au quotidien

ces oppressions, nous devons aussi défendre notre programme général, parce qu'il fait partie des réponses aux problèmes : comment quitter son conjoint violent lorsqu'on a eu que des emplois à temps partiels et aucune indépendance économique ? Rien qu'en France, les femmes ont - selon le milieu social - un accès différent à l'avortement puisque les maternités sont inégalement situées sur le territoire. A l'échelle mondiale ce sont les femmes les plus pauvres qui ont le plus de risque de subir des mutilations génitales ou d'être forcées de se marier ou de se prostituer.

Sous la pression des mobi-



lisations, les droits des femmes ont certes progressé dans la plupart des pays industrialisés. Mais le droit n'est appliqué que si l'État se donne les moyens de l'appliquer et tant que les gouvernants ne décident pas de le changer au rabais : ainsi, les violences sexuelles ne diminuent pas forcément si elles sont interdites par la loi. Il faut pour cela des campagnes de sensibilisation dès le plus jeune âge, des moyens pour ouvrir des foyers d'accueil pour les femmes forcées de quitter leur foyer, etc. Pour lutter contre les violences physiques ou économiques faites aux femmes, il faut avant tout des moyens concrets ! L'égalité salariale a beau être théorique dans de nombreux pays, c'est lorsque les salariées se défendent collectivement contre leur patron qu'elle aboutit. Dans notre système économique, ce sont ceux qui possèdent et gèrent les entreprises qui ont le vrai pouvoir sur les conditions des femmes. Ce sont eux, les capitalistes, qui contrôlent les salaires et la production, qui déterminent les conditions économiques des femmes et donc leur indépendance, les moyens qu'elles ont de se loger, se soigner, et de répondre à leurs problématiques spécifiques.

L'oppression des femmes sous le capitalisme, c'est aussi le poids de la famille et de